

Évreux, le 2 mai 2018

Ce CTL se tenait en seconde convocation après le boycott intersyndical de celui programmé le 28 mars. L'intersyndicale avait décidé de ne pas siéger en soutien à la colère des agents largement exprimée lors de la journée de grève du 22 mars.

En réponse à nos déclarations liminaires le président a botté en touche indiquant qu'il s'agissait de sujets nationaux et comme à chaque fois a rappelé que la dette était le 3^e budget de la nation...

Nous sommes donc passés à l'examen des points à l'ordre du jour.

En premier lieu, nous étions sollicités pour définir **les 4 indicateurs du Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS)** à retenir pour le département.

Le TBVS est mis en place depuis 2012, il comportait à l'origine 20 indicateurs socles et des indicateurs optionnels. En 2017, il a fait l'objet d'un allègement avec seulement 6 indicateurs socles et 4 optionnels.

Solidaires Finances Publiques a dénoncé cet allègement et la restitution départementale du TBVS. En effet, la Direction a toujours refusé de nous livrer un résultat par service ce qui aurait permis une analyse plus fine et surtout de détecter les services plus particulièrement en souffrance pour proposer des améliorations.

Cet outil qui n'était déjà pas parfait se retrouve réduit à sa portion congrue.

Nous avons quand même validé les 4 indicateurs optionnels proposés par la Direction sans cacher notre scepticisme. Heureusement d'autres outils de veille existent ! (DUERP, Fiches de signalement, visites de service etc.).

Nous avons réitéré notre demande d'une restitution par service ce qui a de nouveau été refusé.

Le Procès Verbal du CTL du 29 juin 2017 était soumis à approbation, les élus de Solidaires Finances publiques se sont abstenus considérant que tous les débats ne sont pas parfaitement relatés.

Le Bilan de la Formation professionnel 2017 nous a été présenté. On note que 52 % des formations ont pu être réalisées au plan local. Concernant l'absentéisme, il s'agit principalement de e-formation qui n'ont pas été déroulées jusqu'au bout. Le président n'est pas satisfait du nombre de jours de formation/ agent.

C'est sans doute pour cela qu'il a mis en place « **son bilan de compétences** ». **Solidaires Finances Publiques a fermement dénoncé cette pratique** qui vise à faire remplir par les chefs de services une fiche par agent indiquant son niveau de compétence sur chacune des formations existantes au catalogue FLORE.

Le Directeur a indiqué que si les besoins de formation n'étaient pas recensés de manière cadrée et obligatoire, ce n'était pas fait... Il a précisé « si on organise pas c'est la foire, la kermesse de monsieur le curé et on achète au stand »... Il a donc pris l'initiative de mettre en place ce « recensement des compétences ».

Face à nos inquiétudes et notre indignation, il a répondu que les fiches individuelles n'étaient pas centralisées en Direction que seul le service de la Forpro en avait connaissance afin d'établir le **plan local de formation 2018**. Plan qui compte en 2018, 157 actions proposées contre 82 en 2017.

A notre question, il a répondu que les propositions de formation qui découlent de ce dispositif ne sont que des propositions et ne revêtent aucun caractère obligatoire pour les agents « qui n'auraient que des notions » dans certains domaines. Quel intérêt dans ce cas ?

Le Directeur malgré notre insistance a refusé de mettre fin à ce dispositif arguant du fait que cela était nécessaire pour former utilement les agents et que les données individuelles ne seraient en aucun cas utilisées à d'autres fins...

Notons que nous sommes le seul département où un tel dispositif est déployé. Nous vous invitons à refuser de répondre à ces questionnaires qui d'ailleurs devraient être remplis par le chef de service au cours d'un entretien (cf. note départementale).

Solidaires Finances Publiques restera vigilant et demandera à nouveau le retrait de cette note.

Concernant **l'exécution budgétaire 2017**, le budget était en baisse de 20 % par rapport à 2016, 2500K € contre 2917K €. On note qu'une dotation complémentaire de fin d'exercice à hauteur de 374K € a permis de boucler l'année.

Les principaux postes d'économies ont été l'affranchissement, les loyers de la trésorerie de Verneuil, de la rue Joséphine à Évreux et de la trésorerie des Andelys.

Ces économies réalisées ont permis de faire des travaux à Verneuil, Les Andelys, la Cité administrative et le renouvellement d'une partie du parc informatique.

Les prévisions 2018 avec un budget en « hausse » (2 544K €) et les économies à poursuivre sur l'affranchissement permettent d'envisager de continuer à renouveler le parc informatique et le développement de windows 10 pour atteindre 80 % du parc à la fin 2018.

Un point a été fait sur **le déploiement des Centres de Service des Ressources Humaines (CSRH)**.

Solidaires Finances Publiques avait largement développé ce point dans sa déclaration liminaire insistant sur notre inquiétude par rapport à l'effectif qui restera dans la direction en septembre et le nombre de missions auquel il devra continuer à faire face.

Une fois n'est pas coutume le président partage notre analyse, pour lui les tâches restantes au plan local sont un vrai sujet. Il rappelle que c'est pour cela qu'il a souhaité implanter un emploi de catégorie B dans le cadre du volet emplois 2018.

Il précise que s'il le faut, l'équipe locale sera renforcée et que pendant la période transitoire (septembre à décembre où les emplois auront disparus mais les CSRH ne seront pas encore opérationnels) il maintiendra les agents sur leur poste autant de temps que nécessaire.

Le déménagement de la trésorerie de Vernon a ensuite été évoqué. Le préavis sera donné au bailleur avant fin juin. 42 000€ ont été accordés pour son installation au CFP a priori dans les locaux du SIP au rez-de-chaussée.

Solidaires Finances Publiques a dénoncé le fait que les agents concernés n'aient pas été associés au projet et aux décisions. C'est pourquoi dans les jours qui ont suivis les équipes de Direction se sont rendues sur place.

A **Évreux Politzer une caisse commune SIP/SIE** devrait être mise en place cette année. Un premier groupe de travail a eu lieu le 13 mars 2018 avec le pôle gestion fiscale et les chefs de service. Un second sera programmé en juin. Cette caisse relèvera de la comptabilité du SIP.

Quant à **la caisse commune Direction/trésorerie hospitalière**, elle est mise en place depuis le 1^{er} avril 2018 pour le numéraire. Des box de réception sont dédiés à l'accueil des régisseurs et un TPE est disponible dans le box d'accueil de la TPH.

Enfin, la Direction nous a informé qu'une **journée d'étude LASCOT** sera programmée fin juin par la formation professionnelle. Cette journée est à destination des agents des SIP fonciers, du CDIF et du PELP ainsi que des géomètres. Elle consistera en une présentation des actes du droit du sol puis une présentation de LASCOT et la double finalité topographique et fiscale.

En question diverse, à la demande de Solidaires Finances Publiques, a été abordée **la campagne IR 2018**. Nous avons largement fait part de nos inquiétudes quant à l'afflux de personnes à l'accueil notamment à Politzer avec la fusion des 2 SIP d'Évreux.

Nous avons soumis l'idée d'employer un personnel de sécurité à l'accueil du SIP afin d'éviter les débordements qui pourraient être générés par trop d'attente et la masse de personnes en réception.

Le Directeur était vent debout contre cette proposition et a refusé d'en entendre parler.

Il a proposé d'installer un PC à disposition des usagers à l'accueil de la Cité administrative.

Solidaires Finances Publiques a fait remarquer que cela manquait totalement de cohérence puisque cela fait plusieurs mois que tous les usagers sont envoyés à Politzer.

De plus, un agent volontaire du SIP devrait se désigner pour recevoir à la Cité. Nous avons clairement manifesté notre opposition indiquant au Directeur qu'il n'avait qu'à surseoir à la fusion des SIP comme nous lui avons demandé.

Concernant le stationnement pour les usagers ce n'est pas son problème notons qu'il a quand même fait installer sur les grilles du CFP un panneau indiquant le parking de Trangis. Comme quoi nos inquiétudes ne sont pas fondées...

Une délégation du pôle gestion fiscale s'est rendue après le CTL à Verneuil le jeudi 12 avril puis à Bernay le vendredi 13 avril afin d'évoquer la mise en œuvre de la campagne IR en présence de chefs de service nouvellement affectés.

La séance fut levée à 18h30.

Les élus Solidaires Finances Publiques au CTL.

Isabelle LAURENT (titulaire)
Jean-Christian ETIENNE (titulaire)
Chantal CADIOU (titulaire)
Benoît COURTAUT (suppléant)
Jean-François LOUIS (suppléant)